

En février 1918, le président Wilson, M. Pichon et le marquis Imperiali, ambassadeur d'Italie à Londres, se déclarèrent favorables à l'établissement d'un centre national juif en Palestine. Et le 27 février de cette même année, les délégués sionistes, MM. Weizmann, Sokolof et Oussichkine, se présentaient à la Conférence de la Paix pour y faire valoir leur demande de l'établissement en Palestine d'un foyer national juif, " qui serait, à leurs yeux, le noyau d'un futur État indépendant ou autonome."

On peut dire que, au moins diplomatiquement parlant, le sionisme en est là. Rien ne peut se faire de définitif, du reste, pour la solution de cette grave et délicate question, avant la signature du traité de paix des Alliés avec la Turquie, que les puissances de l'Entente sont à préparer.

Quelle que soit la décision que prendront les Alliées touchant le problème juif palestinien, nous sommes d'avis, cependant, que les sionistes se font illusion quand ils escomptent l'établissement en Palestine d'un État juif indépendant par les Puissances de l'Entente. La lettre de lord Balfour, en effet, ne parle aucunement de la fondation d'un État juif, indépendant ou autonome, mais seulement de " l'établissement en Palestine d'un foyer national pour le peuple juif " (*the establishment in Palestine of a national home for the Jewish people*). Les exaltés du messianisme israélite ont certainement dépassé la portée de la déclaration du ministre des Affaires étrangères d'Angleterre, quand ils ont affirmé que cette déclaration était l'approbation formelle par le gouvernement britannique de leur projet favori d'un État juif palestinien.

D'ailleurs, nous avons, aujourd'hui, pour appuyer cette interprétation de la lettre Balfour, la déclaration toute récente de M. Herbert Samuel, ministre du cabinet Lloyd George. A une réunion de Juifs londonniens, tenue récemment à l'Opéra de Londres sous la présidence de lord Rothschild pour célébrer le deuxième anniversaire de la lettre Balfour, le 2 novembre, M. Herbert Samuel, un juif lui-même, après avoir dit que l'Émir Feyçal s'était plaint au gouvernement britannique de l'établissement proposé d'un État juif en Palestine, a déclaré : " Cela, nous le reconnaissons tous, est une proposition impraticable. L'établissement immédiat